

WORLD TRADE ORGANIZATION

S/DCS/W/TUN
24 January 2003

(03-0435)

Trade in Services

Original: French

TUNISIA

Draft consolidated Schedule of Specific Commitments¹

Attached is a draft consolidated version of the Schedule of Specific Commitments of Tunisia in word format. This document does not substitute for the legally binding commitments undertaken by Tunisia in its Schedule of Specific Commitments (GATS/SC/87; GATS/SC/87/Suppl.1; GATS/SC/87/Suppl.2).

Attached to the draft consolidated schedule is Tunisia's Article II (MFN) Exemption List (GATS/EL/87) in word format.

The draft consolidated version of the Schedule and the MFN Exemption List were prepared by the Secretariat, at the request of Members, to facilitate the process of negotiations, including the presentation of initial offers.

¹ This document has been prepared, in French only, under the Secretariat's own responsibility and without prejudice to the positions of Members and to their rights and obligations under the WTO.

TUNISIE – LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
Investissements étrangers	3) Les investissements dans les services, autres que financiers, sont libres	3) Pour les activités de services, autres que totalement exportatrices, la Commission supérieure des investissements agréée toute participation dépassant 50 pour cent du capital de la société	
Mouvement de personnel	4) Non consolidé, sauf dans les cas suivants: les entreprises totalement exportatrices peuvent recruter quatre agents de direction et d'encadrement de nationalité étrangère, en application de la législation tunisienne en la matière	4) Respect des conditions d'entrée et de séjour des étrangers: Toute personne physique étrangère qui veut exercer en Tunisie une activité salariée, de quelque nature qu'elle soit, doit être munie d'un contrat de travail visé par les autorités compétentes	
Exercice des activités commerciales	3),4) Les personnes physiques et morales qui ne possèdent pas la nationalité tunisienne ne peuvent exercer directement ou indirectement une activité commerciale que dans les conditions définies par la législation tunisienne en la matière (Décret-Loi n° 61-14 du 30 août 1961 et les textes réglementant les différentes activités commerciales) Les conditions requises pour l'obtention de la carte de commerçant: - Toute personne étrangère doit fournir un dossier constitué notamment d'une fiche de renseignements et de documents justifiant la qualité de l'intéressé - Pour les sociétés, une copie du statut est exigée	3),4) Les personnes physiques et les personnes morales étrangères qui veulent exercer une activité commerciale en Tunisie doivent être munies d'une carte de commerçant Les personnes morales ont la nationalité tunisienne lorsqu'elles remplissent les quatre conditions suivantes: a) Etre constituées conformément aux lois en vigueur et avoir leur siège social en Tunisie b) Avoir leur capital représenté à concurrence de 50 pour cent au moins par des titres nominatifs détenus par des personnes physiques ou morales de nationalité tunisienne à concurrence de 50% au moins par des titres nominatifs détenus par des personnes physiques ou morales de nationalité tunisienne	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Contrôle des changes	<p>Les critères pour l'octroi de la carte de commerçant: La carte est octroyée:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les étrangers dont le conjoint est de nationalité tunisienne. - Lorsque la personne de nationalité étrangère est native résidente en Tunisie où elle réside depuis plusieurs années. - Au cas où il s'avère que les activités projetées sont génératrices de transfert de technologie, d'emplois et/ou pouvant contribuer à la promotion des exportations en matière de services. <p>1),2) Sont libres en vertu de l'article 1 de la loi n° 76-18 du 21 janvier 1976 telle que modifiée par la loi n° 93-48 du 3 mai 1993 les transferts relatifs aux paiements à destination de l'étranger au titre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des opérations courantes engagées conformément à la législation régissant lesdites opérations 	<p>c) Avoir leur conseil d'administration, de gérance ou de surveillance constitué en majorité par des personnes physiques ou morales de nationalité tunisienne</p> <p>d) Avoir leur présidence, leur direction générale ou leur gérance assumées par des personnes physiques de nationalité tunisienne</p> <p>Pour les sociétés anonymes et en cas de dissociation entre les fonctions de Président du Conseil d'administration et celles de Directeur général, le Directeur général doit avoir le statut de résident au sens de la réglementation de change</p> <p>L'exercice des activités suivantes sous quelque forme que ce soit est, sauf dérogation accordée par l'autorité compétente, interdite aux personnes physiques ou morales ne possédant pas la nationalité tunisienne: gérant d'immeuble, commissionnaire, courtier, agent commercial, consignataire, représentant général, voyageur, placier, représentant de commerce</p> <p>Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - Du produit réel net de la cession ou la liquidation des capitaux investis au moyen d'une importation des devises même si ce produit est supérieur au capital initialement investi et ce concernant les investissements réalisés dans le cadre de la législation les régissant - Toute exportation de capitaux et toutes opérations ou prises d'engagement dont découle ou peut découler un transfert, relatives à des opérations autres que celles visées à l'alinéa premier du présent article ainsi que toute compensation entre dettes avec l'étranger sont soumises à une autorisation générale du Ministre des finances donnée après avis de la Banque centrale de Tunisie <p>Cet article ne concerne pas les entreprises non résidentes qui sont libres de réaliser toute opération de capital avec/à l'étranger Pour les entreprises résidentes l'autorisation consiste</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les emprunts: dans l'examen des conditions financières de crédit 		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Acquisition de terrains	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'investissement à l'étranger, la société qui réalise un chiffre d'affaires à l'export peut être autorisée à investir à l'étranger dans la mesure où l'investissement est nécessaire à son activité d'export à partir de la Tunisie - En ce qui concerne les opérations sur titres, décrets 77-60 du 27 juillet 1977, (valeurs mobilières, parts sociales), l'autorisation est accordée après vérification du volet financier et de la régularité de la transaction <p>Dans ce cas, le transfert du produit de liquidation de l'investissement financé en devises est libre.</p> <p>L'investissement réalisé par un apport en nature est soumis à autorisation: celle-ci est accordée après expertise pour déterminer la nature du matériel et sa valeur.</p> <p>Les dépôts: les non-résidents peuvent ouvrir librement des comptes en devise. Le dinar n'étant pas une monnaie convertible, l'ouverture de compte de dépôts aux non-résidents n'est pas permise dans cette monnaie.</p> <p>3),4) Aucune, sauf pour les terres agricoles qui ne peuvent faire l'objet d'une appropriation par les étrangers. Néanmoins, tout étranger peut opter pour l'usage des terres agricoles dans le cadre du système de bail à long terme allant jusqu'à 40 ans et renouvelable</p>	<p>3),4) L'acquisition par les investisseurs étrangers de terrains ou autres biens immobiliers à l'effet de création de projets industriels touristiques et autres services est soumise à une autorisation administrative. L'autorisation est accordée après examen de la conformité de la demande avec la vocation du terrain (touristique, agricole, industriel) dans le cadre de l'aménagement du territoire national</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
<p>2. TELECOMMUNICATION SERVICES</p> <p>C. Services de télécommunication</p> <p>a) Distribution téléphonique locale entre points fixes</p> <p>b) Transmission de données par commutation de paquets (Desserte locale)</p> <p>Services de relais de trame</p> <p>d) Télex</p> <p>o) Autres</p> <ul style="list-style-type: none"> - Téléphone mobile - Téléphone cellulaire digital - Radiomessagerie - Téléconférences 	<p>Néant à partir de:</p> <p>L'année 1999 pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Télex - Transmission de données par commutation de paquets <p>L'an 2000 pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Téléphonie mobile - Services de relais de trame - Radiomessagerie - Téléconférence <p>L'an 2003 pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Distribution téléphonique locale <p>1) Possible à travers le réseau public tunisien de télécommunications</p> <p>2) Néant</p> <p>3) La fourniture des services n'est réalisable que par le biais du réseau public de télécommunications.</p>	<p>Néant à partir de:</p> <p>L'année 1999 pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Télex - Transmission de données par commutation de paquets <p>L'an 2000 pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Téléphonie mobile - Services de relais de trame - Radiomessagerie - Téléconférence <p>L'an 2003 pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Distribution téléphonique locale <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant en dehors des dispositions réglementaires relatives à la structure du capital des sociétés opérant dans le secteur des télécommunications.</p>	<p>Pour la libéralisation de ces services, la Tunisie oblige tout fournisseur de services de télécommunications à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture de services de télécommunications rurales, - la desserte de certaines zones en téléphonie, - la fourniture de services de télécommunications de détresse,

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS	<p>La fourniture de ces services nécessite l'obtention d'une autorisation de mise en œuvre et d'exploitation délivrée en fonction des besoins nationaux en matière de développement.</p> <p>4) Néant en dehors des mesures horizontales régissant le séjour des étrangers en Tunisie.</p>	<p>Conditions d'obtention des autorisations:</p> <ul style="list-style-type: none"> - être une personne morale - être régi par le droit tunisien - avoir un capital détenu à 51% par des tunisiens <p>La participation étrangère au capital de Tunisie Télécoms est autorisée à compter de l'an 2002, dans la limite de 10%.</p> <p>4) Néant en dehors des mesures horizontales régissant le séjour des étrangers en Tunisie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - la contribution à l'effort national de formation et de recherche dans le domaine des télécommunications
Contrôle des changes	<p>1),2) Sont libres en vertu de l'article premier de la Loi n° 76-18 du 21 janvier 1976, telle que modifiée par la Loi n° 93-48 du 3 mai 1993, les transferts relatifs aux paiements à destination de l'étranger au titre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des opérations courantes engagées conformément à la législation régissant les dites opérations; - du produit réel net de la cession ou la liquidation des capitaux investis au moyen d'une importation des devises même si ce produit est supérieur au capital initialement investi, et ce concernant les investissements réalisés dans le cadre de la législation les régissant; 	<p>1), 2) Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>- toute exportation de capitaux et toutes opérations ou prises d'engagement dont découle ou peut découler un transfert, relatives à des opérations autres que celles visées ci-dessus ainsi que toute compensation entre dettes avec l'étranger sont soumises à une autorisation générale du Ministre des finances donnée après avis de la Banque centrale de Tunisie.</p> <p>Cette autorisation ne concerne pas les entreprises non résidentes établies en Tunisie qui sont libres de réaliser toute opération de capital avec/à l'étranger.</p> <p>Pour les entreprises résidentes:</p> <p>a) Pour les emprunts: aucune dans les limites de 10 MD par année civile pour les institutions financières et 3 MD par année civile pour les autres entreprises, et ce dans le cadre de leurs activités.</p> <p>b) Pour l'investissement à l'étranger: les entreprises exportatrices peuvent, pour le soutien de leurs activités exportatrices, financer des bureaux de liaison et des filiales à l'étranger jusqu'à 200 000 dinars en fonction de leurs chiffres d'affaires à l'exportation.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - L'acquisition de valeurs mobilières tunisiennes conférant un droit de vote ou de parts sociales de sociétés établies en Tunisie est soumise à l'approbation de la Commission supérieure d'investissement quand le taux de la participation étrangère globale dans le capital de ces sociétés, compte tenu des opérations d'acquisition en question, est égal ou supérieur à 50 pour cent du capital de la société. Toutefois, cette approbation ne concerne pas la prise de participation étrangère lors de la constitution initiale ou lors de l'augmentation de capital conformément à la législation en vigueur et sauf limitations horizontales. - L'investissement réalisé par un apport en nature est soumis à autorisation: celle-ci est accordée après expertise pour déterminer la nature du matériel et sa valeur. - Les dépôts: les non-résidents peuvent ouvrir librement des comptes en devises et des comptes en dinars convertibles. - Les opérations sur or monétaire relèvent du monopole de la Banque centrale de Tunisie. 		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>A. <u>Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance</u></p> <p>Assurance directe (CPC 8121-8129)</p>	<p>1) Les risques situés en Tunisie et les personnes qui y sont domiciliées ne peuvent être assurés que par des contrats souscrits auprès d'entreprises d'assurances ayant le statut d'entreprises résidentes (article 44 du Code des assurances). Le Transport par voie aérienne, maritime et terrestre des marchandises à l'importation est soumis à l'obligation d'assurance en Tunisie).</p> <p>2) Aucune, pour les personnes physiques et morales résidentes à l'étranger.</p> <p>3) a) Présence commerciale du fournisseur étranger sous forme de filiale:</p> <ul style="list-style-type: none"> - constitution selon le droit tunisien; - sous forme de société anonyme ou société à forme mutuelle; - capital minimum exigé. <p>b) Présence commerciale du fournisseur étranger sous forme de succursale:</p> <ul style="list-style-type: none"> - opérer avec les non-résidents. <p>4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. <u>Services de réassurance et de rétrocession</u> (CPC 81299)	1) Agrément préalable des réassureurs désirant accepter les opérations de réassurance à partir du marché tunisien (article 68 du Code des assurances). Nomination d'un représentant accepté par le Ministre des finances (article 68 du Code des assurances). 2) Aucune 3) - Agrément préalable à l'acceptation des opérations de réassurance. - Désignation d'un responsable accepté par le Ministre des finances. 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé 4) Non consolidé	
Intermédiation en assurance			
a) Agents d'assurances producteurs en assurance sur la vie (CPC 81401)	1) Etre de nationalité tunisienne (article 73 du Code des assurances). 2) Aucune 3) Etre de nationalité tunisienne (article 73 du Code des assurances). Agrément du Ministre des finances. 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé 4) Non consolidé	
b) Courtier en assurance	1) Aucune, sauf limitations horizontales 2) Aucune 3) Etre de nationalité tunisienne. Agrément du Ministre des finances. 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé 4) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - banques étrangères, succursales ou agences de banques étrangères dont le siège social est à l'étranger; - société anonyme de droit tunisien; - agrément du Ministre des finances après consultation du Conseil national du crédit et sur rapport de la Banque centrale de Tunisie qui se charge ensuite de notifier à l'intéressé la décision arrêtée à ce sujet. <p>3)(iii) Les sociétés de leasing (Loi n° 94-89 du 26 juillet 1994):</p> <ul style="list-style-type: none"> - agrément du Ministre des finances après consultation du Conseil national du crédit et sur rapport de la Banque centrale de Tunisie qui se charge ensuite de notifier à l'intéressé la décision arrêtée à ce sujet; - sociétés anonymes résidentes de droit tunisien; - les sociétés de leasing peuvent être créées dans le cadre de la Loi n° 85-108 du 6 décembre 1985 portant encouragement d'organismes bancaires et financiers travaillant essentiellement avec les non-résidents. <p>3)(iv) Les sociétés d'investissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - autorisation du Ministère des finances; - sociétés anonymes résidentes de droit tunisien créées dans le cadre de l'une des catégories suivantes: <ul style="list-style-type: none"> a) société d'investissement à capital fixe avec un capital minimum exigé; 	<p>3) Aucune</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>3) Aucune</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>b) société d'investissement à capital variable avec un capital minimum exigé;</p> <p>c) société d'investissement à capital risque avec un capital minimum exigé.</p> <p>- Les sociétés d'investissement peuvent être créées dans le cadre de la Loi n° 85-108 du 6 décembre 1985 portant encouragement d'organismes bancaires et financiers travaillant essentiellement avec les non-résidents.</p> <p>3)(v) Les intermédiaires en bourse:</p> <p>- agréés par le Conseil du marché financier, ils doivent être de nationalité tunisienne et peuvent être soit des personnes physiques soit des sociétés spécialisées en bourse ayant la forme de société anonyme.</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour le personnel d'encadrement de nationalité étrangère, pour les institutions financières non résidentes: aucune.</p>	<p>3) Non consolidé</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Pour les institutions financières résidentes: le Président directeur général d'une banque de statut juridique tunisien doit obligatoirement être de nationalité tunisienne, en cas de dissociation entre la fonction du Président du Conseil d'administration et celle du Directeur général, l'une de ces fonctions doit obligatoirement être assurée par une personne de nationalité tunisienne.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de dépôts interbancaires (CPC 81115)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Aucune pour les banques non résidentes établies en Tunisie. Les banques résidentes peuvent ouvrir librement des comptes courants correspondants conformément à la réglementation en vigueur. Les autres établissements financiers sont soumis à autorisation de la BCT.</p> <p>3) Aucune, toutefois les organismes non résidents installés en Tunisie sont autorisés à recevoir des fonds de résidents sans que ces fonds collectés puissent dépasser:</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque organisme non résident installé en Tunisie le montant souscrit de ses participations sur ses fonds propres en devises au capital d'entreprises résidentes; - pour l'ensemble des organismes non résidents installés en Tunisie, le plafond de 1,5 pour cent des dépôts des banques de dépôts. <p>4) Non consolidé</p>	<p>Le Président directeur général ou le Directeur général d'une banque de droit tunisien doit avoir le statut de résident en Tunisie au sens de la réglementation des changes. Le Directeur des établissements en Tunisie d'une banque étrangère doit avoir le statut de résident en Tunisie au sens de la réglementation des changes. Toutefois, des dérogations spéciales peuvent être accordées par la BCT. Nul ne peut gérer, diriger ou engager simultanément deux banques, une banque et un établissement financier, une banque et une société d'assurance.</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Aucune pour les organismes résidents</p> <p>4) Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Autres services de dépôts bancaires (CPC 81116)	1) Non consolidé 2) Aucune, toutefois les résidents sont soumis à autorisation. 3) Aucune, toutefois les organismes non résidents installés en Tunisie sont autorisés à recevoir des fonds de résidents sans que ces fonds collectés puissent dépasser: <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque organisme non résident installé en Tunisie le montant souscrit de ses participations sur ses fonds propres en devises au capital d'entreprises résidentes; - pour l'ensemble des organismes non résidents installés en Tunisie, le plafond de 1,5 pour cent des dépôts des banques de dépôts. 4) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune pour les organismes résidents 4) Non consolidé	
Services de prêts hypothécaires (CPC 81131)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune, toutefois les organismes non résidents installés en Tunisie sont soumis à autorisation. 4) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune, sauf limitations horizontales 4) Non consolidé	
Services de prêts personnels à remboursement échelonné (CPC 81132) et carte de crédit (CPC 81133)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune pour les organismes résidents 4) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune pour les organismes résidents 4) Non consolidé	
Services de leasing (CPC 81120)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune, sauf limitations horizontales 4) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune pour les organismes résidents 4) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services d'intermédiation (CPC 81199)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune, toutefois les intermédiaires en bourse doivent être de nationalité tunisienne et peuvent être soit des personnes physiques soit des sociétés spécialisées en bourse ayant la forme de société anonyme.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé	
Services de courtage en valeurs mobilières (CPC 81321)	4) Non consolidé 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune, toutefois les intermédiaires en bourse doivent être de nationalité tunisienne et peuvent être soit des personnes physiques soit des sociétés spécialisées en bourse ayant la forme de société anonyme.	4) Non consolidé 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé	
Services de gestion de portefeuille (CPC 81323)	4) Non consolidé 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune, toutefois les intermédiaires en bourse doivent être de nationalité tunisienne et peuvent être soit des personnes physiques soit des sociétés spécialisées en bourse ayant la forme de société anonyme.	4) Non consolidé 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé	
Services de courtage en matière de prêts (CPC 81331)	4) Non consolidé 1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune, sauf limitations horizontales 4) Non consolidé	4) Non consolidé 1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune, sauf limitations horizontales 4) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de consultations financières (à l'exclusion des bureaux de change) (CPC 81332)	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune, sauf limitations horizontales 4) Non consolidé	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune, sauf limitations horizontales 4) Non consolidé	
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
A. <u>Services d'hôtellerie et de restauration</u>			
Hôtels (CPC 6411)	1) Non consolidé ¹ 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale	
Restaurants (à l'exclusion des restaurants non classés) (CPC 6421)	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale	
B. <u>Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques</u>			
Agences de voyages (CPC 7471)	1) Non consolidé 2) Aucune 3) Non consolidé 4) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Aucune 3) Non consolidé 4) Non consolidé	
Services de consultations financières (à l'exclusion des bureaux de change) (CPC 81332)	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Aucune	

* Non consolidé pour des raisons techniques.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
A. <u>Services d'hôtellerie et de restauration</u>			
Hôtels (CPC 6411)	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale	
Restaurants (à l'exclusion des restaurants non classés) (CPC 6421)	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale	1) Non consolidé* 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour ce qui est indiqué dans la section horizontale	
B. <u>Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques</u>			
Agences de voyages (CPC 7471)	1) Non consolidé 2) Aucune 3) Non consolidé 4) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Aucune 3) Non consolidé 4) Non consolidé	

*Non consolidé pour des raisons techniques.

TUNISIE - LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport maritime	1) Droit de contrôler et d'entreprendre toutes les mesures nécessaires et appropriées à l'égard des transporteurs maritimes étrangers dont les pays affectent le transport maritime et les armateurs tunisiens.	Tous les pays	Non spécifiée	- Empêcher, neutraliser et parer à toutes les mesures discriminatoires et les actions restrictives et néfastes affectant les transporteurs maritimes et le commerce maritime international tunisien.
	2) Droit de maintenir, de négocier et de conclure tout accord maritime bilatéral, régional, multilatéral et route autre forme d'accord, d'entente ou d'arrangements afférents au transport maritime, aux conditions d'accès aux ports et aux services auxiliaires ainsi que ceux se rapportant à la formation, à la sécurité et à la prévention maritime.	Tous les pays	Non spécifiée	- Promouvoir le secteur du transport, le commerce et l'intégration régionale par la mise en oeuvre de règles justes, équitables et efficaces d'une part, et par le renforcement et l'amélioration de la coopération bilatérale, régionale et multilatérale.
	3) Validité de l'ensemble des dispositions de la législation, de la réglementation nationale, notamment celle relative au cabotage national et à la présence commerciale ainsi que les conventions internationales ratifiées par la Tunisie en matière de transport maritime.	Tous les pays	Non spécifiée	1) Promouvoir l'armement national et les capacités nationales en matière de trafic maritime. 2) Réduire l'impact négatif de l'évasion de fret sur la balance des paiements.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport routier	<p>Principales références législatives:</p> <ul style="list-style-type: none"> * Code de commerce maritime (Loi n° 62-13 du 24 avril 1962); * Code de la police administrative de la navigation maritime (Loi no. 76-59 du 11 juin 1976); * Loi n° 77-13 du 17 mars 1977 portant organisation des professions maritimes et arrêté d'application; * Code des douanes (Loi n° 72-19 du 10 mars 1972); * Code de conduite des conférences maritimes. 	Tous les pays	Non spécifiée	<p>3) Faciliter le commerce international dans un environnement prévisible et stable.</p> <p>4) Servir les intérêts nationaux en matière de sécurité économique (livraisons et expéditions stratégiques).</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Pour le transport routier, la fourniture de services par des personnes physiques ou morales étrangères, de, vers et/ou sur le territoire tunisien, ainsi que leur présence commerciale, sont limitées aux ressortissants des pays avec lesquels la Tunisie a conclu ou conclura un accord international en la matière, ou dans le cadre d'un accord de partenariat. 	Tous les pays	Non spécifiée	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir le secteur du transport routier par la mise en oeuvre d'un système de coopération d'intérêt mutuel.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Coproduction de films	Accords-cadres bilatéraux (gouvernement) en matière de coproduction de films (en vigueur ou à signer).	Tous les pays	Non spécifiée	- Promouvoir les liens culturels entre les pays concernés.
Accords bilatéraux sur la sécurité sociale	Extension du bénéfice de la sécurité sociale et des soins médicaux à des citoyens d'autres pays.	Tous les pays	Non spécifiée	- Préserver les droits en matière de sécurité sociale des ressortissants des deux parties contractantes visées.